

# Deux ans d'intervention d'Alternative libertaire

### **Une tentative d'intervention par secteurs**

Alternative libertaire place la lutte des classes au cœur de son intervention. Les militantes et militants d'AL ont ainsi été très actifs-ves dans les luttes de l'automne 2007 à la SNCF et à la RATP, sur lesquelles nous reviendrons plus tard, mais aussi dans les luttes des brigades de nuit à la Poste en 2007 et dans les luttes avortées de l'Education Nationale, cible privilégiée de ce gouvernement de démolition sociale. AL est également intervenue sur toutes les journées de grève isolées de l'ensemble de la Fonction publique, où des milliers de tracts ont été distribués dans la plupart des villes où AL est implantée.

Ces mobilisations ont été l'occasion d'inaugurer les bulletins spécifiques *AL Poste & Com* et *AL Educ*, en plus d'AL Rail. Ces bulletins ont connu une existence irrégulière (2 à 4 numéros en deux ans) et ont été assez peu utilisés par les Collectifs pour une Alternative libertaire (CAL), ce qui est dommage car ils ont été très lus et ont fait l'objet de l'intérêt de la part de nos sympathisantes et de nos sympathisants.

Mais l'implantation d'AL s'est largement diversifiée depuis huit ans. Les militantes et les militants d'AL sont ainsi intervenu-e-s dans d'autres secteurs professionnels, par exemple lors des luttes à EADS, dans les musées ou aux constructions navales à Nantes. Les camarades de Rennes ont été à l'initiative de la création d'un collectif de livreurs et de livreuses de pizzas, qui a obtenu satisfaction de ses revendications par la simple menace d'une grève en 2007.

Enfin, les militantes et les militants d'AL sont intervenu-e-s pour soutenir les travailleuses et les travailleurs en grève dans leur région, notamment lors des luttes à General Motors Strasbourg, PSA-Peugeot Aulnay, Airbus EADS, Alcatel, Carrefour Grand-Littoral, et contre la répression syndicale en soutien aux syndicalistes de la SNCM ou à Amandine de SUD-Virgin à Paris.

### **Un débat syndical qui progresse**

Cette intervention s'est doublée d'un fort investissement syndical. La plupart des militantes et des militants d'AL sont actifs-ves dans les syndicats SUD, permettant d'en analyser les points forts, mais également d'en cerner certaines limites, ce deuxième point constituant un peu une nouveauté pour AL depuis deux ans.

Plusieurs rencontres des camarades d'AL syndiqué-e-s à la CGT se sont tenues en 2007. Il ne s'agissait pas bien entendu de constituer une fraction au sein de cette centrale syndicale, mais de partager des analyses, des points de vue et des expériences. Grâce à ces échanges, des analyses mettant en évidence les mécanismes de normalisation à l'intérieur de la CGT ont été publiées dans le journal, notamment à l'occasion du congrès de la CGT en 2007.

Plus généralement le journal publie de nombreuses analyses de la situation syndicale, notamment concernant les congrès d'organisation (CGT, FSU, Confédération paysanne, SUD) et les réformes visant à mettre au pas le syndicalisme (dialogue social, modernisation du marché du travail, représentativité syndicale). On citera enfin l'excellente série de tables rondes syndicalistes, qui confrontaient les points de vue de syndicalistes de lutte aux parcours divers sur certaines grandes thématiques de débat (auto-organisation des luttes, syndicalisme de masse, rôle des minorités, projet de société...).

Ces articles, presque tous écrits par des camarades d'AL, accouchent trop peu souvent de débats au sein d'AL. C'est dommage, car il y a aujourd'hui plus que jamais un enjeu à comprendre en temps réel l'évolution du syndicalisme et en particulier de la CGT, à cerner dans quelle mesure les syndicats SUD peuvent contribuer à faire vivre l'alternative syndicale. Un tel débat serait bénéfique pour nos jeunes camarades, l'intervention syndicale n'a en effet rien d'évident dans le cadre d'un mouvement syndical qui subit de fortes tendances à la « normalisation ».

### **Une intervention suivie contre la chasse aux sans-papiers**

L'implication d'AL dans les luttes de l'immigration a considérablement augmenté ces dernières années, à l'image du mouvement social qui a vu se développer de nombreuses luttes contre les expulsions de sans-papiers, les rafles, l'enfermement et pour la régularisation. Aujourd'hui la plupart des CAL sont investis sur ce front, soit dans un RESF ou RUSF, soit dans un collectif de sans-papiers, de soutien aux travailleuses et travailleurs immigrés, soit syndicalement.

AL a défendu dans ces organisations la revendication de régularisation de tous les sans-papiers, ainsi que la nécessité pour les syndicats d'intervenir directement pour défendre les travailleuses et les travailleurs sans papier, comme à Paris ou Orléans où les camarades se sont investis dans des luttes de l'immigration animées par des organisations syndicales.

Constatant l'investissement des CAL sur ce front, Alternative libertaire s'est dotée en septembre 2007 d'une commission migrations pour coordonner notre intervention antiraciste, la revendication politique centrale d'AL étant la liberté de circulation et d'installation, seule alternative au drame sans fin des sans-papiers.

AL est également présente dans le « cartel d'organisations » Uni-e-s contre une immigration jetable (UCIJ) et n'y fait pas de la figuration. C'est en effet à notre initiative que s'est lancée la mobilisation nationale antiraciste du 5 avril 2008.

### **En adéquation avec l'essor des luttes de la jeunesse**

Depuis environ quatre ans, il y a un renouveau des luttes de la jeunesse, qu'AL a analysé lors de son VIII<sup>e</sup> congrès à Agen. Depuis le début, Alternative libertaire a une intervention en adéquation avec ces luttes. Ces deux dernières années, on retiendra en particulier les mobilisations de rue contre l'élection de Sarkozy en mai 2007, un embryon de mobilisation dans les lycées professionnels en novembre-décembre 2007 et surtout la lutte contre la loi Libertés et Responsabilités des Universités (LRU) durant l'automne 2007, lutte dans laquelle les militantes et militants d'AL ont été directement impliqué-e-s voire moteurs, que ce soit à Rennes, à Toulouse, à Aix-en-Provence, à Montpellier, à Paris, à Lille, à Rouen, à Angers, à Orléans, à Pau, etc.

Notre premier moyen d'expression dans la jeunesse reste le bulletin de la branche Jeunesse, *Clash*. Celui-ci a connu une parution irrégulière ces deux dernières années, mais nous a permis de nous exprimer rapidement en périodes de mobilisation. Notre mensuel a également largement laissé la place aux analyses des camarades de la branche Jeunesse.

Mais c'est également une contribution soutenue et réfléchie dans le syndicalisme étudiant qui a permis aux militantes et aux militants d'AL de peser dans les mobilisations de la jeunesse et de faire en sorte que le syndicalisme de lutte soit à l'initiative de celles-ci. Si les camarades d'AL sont volontiers adhérents de SUD-Étudiants, l'exclusivité n'est plus de mise depuis que l'organisation a enregistré l'adhésion de plusieurs camarades de la Fédération Syndicale Etudiante.

L'organisation régulière de rencontres nationales de la branche Jeunesse, en marge des coordinations fédérales d'Alternative libertaire, aide à progresser en cohésion dans cette intervention qui nous a permis de gagner de nombreux camarades, dont des animateurs et animatrices locaux ou nationaux du mouvement social.

Le seul point noir dans ce bilan de la branche Jeunesse reste évidemment le peu d'intervention en dehors des universités : trop peu d'intervention en direction des lycées généraux et professionnels, pas d'intervention collective en direction des jeunes déscolarisé-e-s, salarié-e-s ou non, à l'exception de l'initiative citée plus haut des camarades de Rennes en direction des coursiers et livreurs de pizzas.

### **Soutien internationaliste à Oaxaca et ailleurs**

Un véritable bouillonnement révolutionnaire a eu lieu durant l'été 2006 dans l'État d'Oaxaca au Mexique. À Rouen et Aix-en-Provence, AL a été directement à l'initiative de la création de comités de soutien à la révolte de Oaxaca. En octobre-novembre 2007, l'armée mexicaine a mis la ville de Oaxaca à feu et à sang pour en reprendre le contrôle. Le mouvement social mexicain, et en particulier l'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca (APPO), n'ont pas été anéantis pour autant. Des manifestations de solidarité ont alors été organisées dans les grandes villes françaises. AL a depuis poursuivi l'analyse de cette révolte, notamment à travers plusieurs articles dans le mensuel. AL a également coorganisé la tournée de militantes et militants de l'APPO venu-e-s expliquer leur lutte dans plusieurs grandes villes françaises.

Mais ces initiatives ne sont qu'un aspect du renouveau de l'implication d'AL sur les questions internationales. Si les grands rassemblements altermondialistes du début des années 2000 semblent aujourd'hui passés de mode – du moins en Europe –, l'intérêt d'AL pour les questions internationales ne s'est pas tari. C'est notamment en consolidant nos contacts avec des organisations communistes libertaires étrangères que nous avons pu avoir une vision plus détaillée des luttes et des expériences étrangères qui peuvent inspirer les combats menés en France. Ainsi, plusieurs articles sur le mouvement étudiant en Grèce, les luttes autonomes en Allemagne ou en Russie, la guerre au Liban ou en Palestine, ont été écrits par des camarades directement impliqués dans ces luttes.

Nous avons également publié rapidement plusieurs articles sur la « révolution bolivarienne » au Venezuela, qui a pendant un temps été le nouveau « phare » d'une partie de la gauche européenne, un dossier fourni sur la situation internationale à l'été 2007 et, en octobre 2007, un article sur la crise financière internationale et ses possibles répercussions pour les travailleuses et les travailleurs.

Enfin, nous avons avancé sérieusement dans nos démarches pour la structuration internationale du réseau communiste libertaire existant. AL a ainsi pu rencontrer certaines de ses organisations-sœurs en Irlande (WSM), en Italie (FdCA) et au Québec (Nefac). Des liens ont également été noués avec des organisations communistes libertaires en Russie (Advotonom), au Chili (OCL et FEL), au Brésil (FAG), en Belgique (A voix Autres) etc.

### **Une réflexion nourrie mais une intervention militante insuffisante sur les questions féministes**

La question féministe a été un peu « redécouverte » par l'AL en 2004, avec des débats parfois passionnés. Il semble aujourd'hui que l'organisation a assimilé dans les grandes lignes les problématiques féministes, permettant qu'un débat serein s'engage sur ces problématiques et leur aspect militant.

Malheureusement, c'est aujourd'hui un front qui peine à acquérir une dimension de masse. Les mobilisations féministes spécifiques sont sporadiques et même la mobilisation annuelle du 8 mars s'organise difficilement. La question féministe est sans doute devenue davantage transversale aux différents fronts de lutte, ce qui est positif, mais la faiblesse du mouvement féministe spécifique fait peser un risque de recul de la vigilance sur ces questions.

L'intervention d'Alternative libertaire reste trop souvent limitée au travail de réflexion de la commission antipatriarcat, qui s'est traduite par de nombreux articles et dossiers publiés dans le journal, sur les violences faites aux femmes au travail, la place du féminisme dans le mouvement libertaire et le syndicalisme, les inégalités professionnelles entre hommes et femmes, le mariage homosexuel ou la précarité des femmes, ou encore la sexualité. AL a participé activement à la mobilisation pour une loi-cadre contre les violences faites aux femmes, animant par deux fois un cortège dans les manifestations nationales du 25 novembre 2006 et du 24 mars 2007, mais n'a pas pu poursuivre cette intervention par la suite.

AL s'est néanmoins dotée récemment d'un 4 pages sur les inégalités professionnelles entre hommes et femmes qui peut servir d'outil de lutte pour des mobilisations à venir, et elle reste à l'affût des possibilités et des occasions de contribuer à la reconstruction d'un mouvement féministe de masse.

### **Un recul de l'investissement dans les luttes du logement**

Le front du logement n'est plus aussi vivace aujourd'hui qu'il y a une dizaine d'années. En décembre 2006, le Droit au Logement (DAL) a été quelque peu bousculé par le surgissement des Enfants de Don Quichotte qui ont focalisé l'attention en installant des tentes de SDF dans plusieurs lieux visibles des grandes villes. Cette association a une position très ambiguë au sein du mouvement social. Issue de l'humanisme chrétien, elle entretient des rapports très paternalistes avec les SDF qu'elle prétend représenter. Elle a de plus fustigé les autres associations, et en premier lieu le DAL, dès que l'occasion lui en était donnée. Elle a finalement appelé à lever les camps dès le premier geste du gouvernement : l'instauration d'un droit au logement opposable.

AL a été davantage présente dans la lutte de la rue de la Banque. En janvier 2007, le DAL a créé le ministère du Mal-Logement dans un immeuble vide livré à la spéculation, rue de la Banque à Paris. Ce lieu a été le centre de plusieurs luttes. Ainsi, en décembre 2007, plusieurs familles ont occupé pendant une douzaine de semaines la rue elle-même dans des tentes, refluant parfois devant les CRS venus les dégager. AL a soutenu cette lutte en participant notamment aux rassemblements de solidarité et aux « tours de garde » sur le lieu. Cette lutte a obtenu le relogement de 18 familles. Il s'agit de la seule victoire significative sur ce front depuis deux ans.

### **Une apparition régulière dans les luttes écologistes**

Alternative libertaire s'était « remise à niveau » sur les problématiques écologistes au congrès d'Agen en 2006. Depuis, l'investissement des CAL sur ces questions, sans être central, a été suivi.

AL est ainsi intervenue dans les manifestations du 17 mars 2007 contre la création de nouveaux réacteurs EPR à Rennes, Lyon, Toulouse, Strasbourg et Lille.

La question écologiste a été mise au cœur du programme des candidats à la présidentielle, sous une forme dévoyée bien entendu. AL a dénoncé l'illusion trompeuse qui consiste à aborder ces questions en les détachant des questions sociales et en les restreignant à des comportements individuels. La critique s'est poursuivie dans le mensuel, au sujet du Grenelle de l'environnement et des agrocarburants, et quant au moratoire sur les OGM.

Le meilleur moyen de montrer que la lutte écologiste ne se résume pas à des comportements individuels reste l'impulsion de luttes collectives sur ce thème. AL a ainsi participé à la mobilisation nationale du 17 mars, au fauchage d'OGM (Manche) et au soutien aux Faucheuses et Faucheurs poursuivi-e-s (Finistère et Orléans). En Guyane, AL a initié avec Attac une mobilisation victorieuse contre un projet industriel catastrophique sur le plan social et environnemental. À Rouen, les camarades d'AL ont été investis dans des collectifs pour la remunicipalisation de l'eau.

### **Présidentielle 2007 : Une intervention entendue dans les milieux militants**

Alternative libertaire a décidé en janvier 2007 de profiter de l'élection présidentielle pour mener une campagne autour des slogans « Le changement s'imposera par les luttes » et « Ce pour quoi nous votons : démocratie directe, autogestion ». La plupart des CAL se sont saisis du matériel proposé (10 000 affiches, 10 000 quatre-pages, des milliers d'autocollants) et l'ont diffusé largement. Ils avaient également à leur disposition du matériel antifasciste libertaire unitaire, tiré conjointement avec d'autres organisations libertaires.

Cette campagne a permis deux constats. Tout d'abord, la droite décomplexée et le patronat sont à l'offensive. Ensuite, la gauche institutionnelle, et en particulier le PS, est incapable de s'opposer autrement que de façon formelle à cette offensive, puisqu'elle y adhère idéologiquement en bonne partie. Nous avons décrypté cette proximité de projets dans les numéros d'*Alternative libertaire* qui ont précédé ces élections.

À la gauche du PS, c'est la dispersion qui a régné. Ainsi, les collectifs pour le Non au référendum de 2005 encore en activité se sont entredéchirés sur la désignation d'un candidat à la présidentielle. Une partie d'entre eux s'est portée sur la candidature de José Bové, dont AL a souligné les dangers pour l'autonomie du mouvement social.

La probabilité d'un duel PS-UMP au second tour a suscité des débats à la coordination fédérale d'AL de janvier 2007. L'ensemble de l'organisation s'accordait pour dire que la seule véritable opposition aux politiques de démolition libérale résidait dans l'action des mouvements sociaux, et ce fut le thème de la campagne d'expression des communistes libertaires à cette occasion. En revanche un désaccord s'est exprimé sur la capacité des mouvements sociaux à se mobiliser, selon que l'UMP ou le PS l'emporterait. Au final, AL a choisi de ne pas donner de consigne de vote pour le second tour. Faisant usage du droit à l'expression des minorités en vigueur dans l'organisation, le CAL de Seine-Saint-Denis a appelé à voter contre Sarkozy au 2<sup>e</sup> tour, tout en signalant la position fédérale d'AL.

Le bilan de la campagne politique d'AL en 2007 est nuancé. Mais elle a permis à l'organisation d'exister politiquement dans une période électorale par nature défavorable aux mouvements sociaux et aux courants non électoralistes en général. Plusieurs dizaines de demandes d'adhésions sont arrivées et plusieurs CAL ont pu consolider leur assise. Nos analyses, et en particulier celles concernant la candidature Bové, ont bien circulé dans les milieux militants.

### **Des fronts anticapitalistes pour s'opposer au bulldozer libéral**

Au lendemain de l'élection de Sarkozy, le 12 mai 2007, la coordination fédérale d'AL a produit une analyse détaillée de la situation politique et sociale. Dans cette analyse, AL actait que l'unité des anticapitalistes était nécessaire pour faire face à la droite et au patronat, identifiait les centres de gravité de la « gauche de la rue » et en déduisait que le meilleur moyen de réaliser cette unité était d'initier des structures unitaires locales de type « front anticapitaliste ». Cette orientation a fait l'unanimité au sein d'AL. Une certaine hésitation sur la façon d'impulser ces fronts, mais aussi le peu de répondant de nos partenaires traditionnels en a écarté la perspective à court terme. D'autant que ce projet entraînait en contradiction avec celui de la LCR de créer un nouveau parti autour d'elle.

Les grèves de l'automne 2007, qui ont mobilisé l'organisation, ont ensuite fait passer au second plan cette orientation politique. Finalement, celle-ci a été relancée par la CF de janvier 2008, plusieurs CAL débutant l'impulsion de fronts localement.

Parallèlement, dès juin 2007, dans le but de favoriser les convergences et l'unité d'action, AL a proposé un dialogue aux organisations anticapitalistes qu'elle fréquente couramment : la Fédération anarchiste (FA), la Coordination des groupes anarchistes (CGA), les Alternatifs, la LCR et le réseau No Pasaran. Ainsi, des rencontres fédérales, suivies d'échange de tribunes dans notre presse, ont eu lieu avec la LCR et les Alternatifs. Malheureusement, ce dialogue a été refusé par la CGA et le réseau No Pasaran, aucune réponse claire ne venant de la FA. De la même manière, impossible de publier une tribune d'expression politique de ces organisations, tandis que celles de la LCR et des Alternatifs nous sont parvenues sans difficulté, tandis qu'AL donnait son point de vue dans les colonnes de *Rouge* et de *Rouge et Vert*.

Par la suite, plusieurs rencontres unitaires libertaires ont eu lieu, mettant autour d'une même table AL, la CGA, la FA, No Pasaran, l'OCL et l'OLS. Ces rencontres ont débouché sur des initiatives communes lors de la manifestation antiraciste du 5 avril et pour les quarante ans de Mai 68.

Le débat sur l'orientation « fronts anticapitalistes » fait partie des sujets au menu du IXe congrès d'AL en mai 2008.

### **A fond dans les grèves de l'automne 2007**

La SNCF et le milieu étudiant sont deux secteurs où AL est particulièrement implantée et où certains de ses militantes et militants sont des animatrices et animateurs de luttes. Les grèves de l'automne 2007 ont été l'occasion pour les militantes et militants d'AL, avec d'autres, de défendre longtemps à l'avance dans leurs structures syndicales la nécessité d'une campagne en amont contre la réforme des régimes spéciaux ou la loi de Libertés et Responsabilités des Universités (LRU), dans l'unité avec les autres structures syndicales de lutte. Ces positions ont trouvé un écho et ont permis le débordement partiel des bureaucraties syndicales majoritaires. Cette capacité d'intervention « de masse » est essentielle.

En revanche, le bilan de l'intervention politique d'AL en tant que telle durant ces grèves n'est pas satisfaisant. Aucun *AL Rail* et seulement 3 *Clash* ont été produits durant cet automne de lutte. Et l'organisation n'a organisé des réunions publiques pour dresser un bilan et dessiner les perspectives de la lutte qu'à Paris, Rennes et Montpellier. Cette intervention a néanmoins débouché sur la création du CAL de Tours et l'adhésion de plusieurs animatrices et animateurs du mouvement social étudiant.

### **Des moyens d'expression politique renouvelés**

Dernier aspect de ce bilan mais non le moindre : la totalité des moyens d'expression d'AL a été renouvelée en deux ans.

Le nouveau site web d'AL a été lancé juste après le VIII<sup>e</sup> congrès. Il a rapidement vu augmenter le nombre de connexions, notamment du fait de ses points forts (agenda, webditos, communiqués de presse réguliers...). Ce lancement s'est doublé de la création de plusieurs blogs locaux en Seine-Saint-Denis, dans les Côtes-d'Armor, à Angers et à Paris.

Le catalogue des éditions d'AL a fait l'objet d'une mise à neuf. Il n'y a pas eu de nouvelle publication notable, mais la plupart des livres ont été réédités à prix réduits, parfois enrichis. Une boutique en ligne très efficace a été mise en place pour améliorer la distribution directe de ces éditions.

Enfin, le mensuel *Alternative libertaire* a bénéficié d'une nouvelle formule. L'effet nouveauté et la réduction du prix ont permis de redéployer largement le journal dans les kiosques et d'attirer une nouvelle frange de lectrices et de lecteurs. Les ventes ont considérablement augmenté, ainsi que les abonnements.